Schlumbohm, Jürgen, *Soziale Praxis des Kredits 16.-20. Jahrhundert*

Guillaume Garner

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/2132>

DOI : 10.4000/ifha.2132

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Guillaume Garner, « Schlumbohm, Jürgen, *Soziale Praxis des Kredits 16.-20. Jahrhundert* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/2132> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.2132>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Schlumbohm, Jürgen, *Soziale Praxis des Kredits 16.-20. Jahrhundert*

Guillaume Garner

- 1 Ce volume collectif est le résultat d'un colloque consacré à la pratique sociale du crédit dans l'espace germanophone (Allemagne et Suisse) à l'époque moderne et contemporaine. Le but de cette manifestation était de combler une lacune historiographique, dans la mesure où les études sur les dimensions sociales et culturelles du crédit sont plus nombreuses sur l'Angleterre et la France que sur l'espace allemand. Dans son introduction, J. Schlumbohm rappelle donc l'omniprésence du crédit dans l'économie moderne, ceci valant pour l'ensemble des couches sociales, de la noblesse à la petite paysannerie, l'emprunt représentant pour les plus pauvres une stratégie de survie fondamentale. Au vu de l'omniprésence des relations de crédit, J. S. reprend donc un débat mené avec vivacité ces dernières années : « existait-il dès l'époque moderne une société de marché individualiste, ou l'économie était-elle encore au XIXe siècle « encastrée » dans le social ? » (p. 8).
- 2 Dans deux panoramas historiographiques aux orientations différentes, C. Lipp souligne les apports de la micro-histoire et de l'anthropologie culturelle qui montrent que les relations de crédit sont certes de nature économique, mais qu'elles produisent et reproduisent des formes précises de l'ordre symbolique d'une société, tandis que M. Häberlein rappelle les travaux menés en France et en Angleterre sur le crédit et les marchés financiers pour proposer quelques hypothèses sur les marchés du crédit en Allemagne, hypothèses qui demandent selon lui à être étayées par des études de cas encore trop rares. Il évoque ce faisant la diversité (pour ne pas dire l'éclatement) des sources et des intermédiaires du crédit, ainsi que l'importance de la réputation des parties concernées.
- 3 À partir des sources des tribunaux de la ville de Hanovre, B. Sturm montre que les conflits liés à l'endettement privés sont fréquents entre 1550 et 1750 et que les voies de solution extrajudiciaires étant souvent inefficaces il en résulte des procès longs aboutissant à des pertes fréquentes pour les créditeurs tandis que les débiteurs sont confrontés à des difficultés financières parfois insolubles et à l'érosion de leur

réputation. L'omniprésence du crédit apparaît aussi dans les relations unissant bourgeoisie et noblesse, ce qu'illustre C. van den Heuvel en éclairant une facette méconnue de l'activité du célèbre juriste Justus Möser au XVIII^e siècle. Ce dernier tire des revenus non négligeables des prêts consentis avant tout à la noblesse protestante de la principauté d'Osnabrück et recourt à une stratégie de la dispersion destinée à minimiser les risques, tout en profitant des nombreuses charges administratives qu'il exerce pour avoir une connaissance très précise de la situation économique de ses débiteurs. Cet article a le mérite de rappeler que ce système repose fondamentalement sur les droits et taxes que versent les paysans aux seigneurs nobles.

- 4 Les deux études de cas suivantes portent sur la prise en charge du crédit par les autorités politiques, municipales dans les villes minières du Harz au XIX^e siècle, étatiques dans le duché de Brunswick entre les années 1830 et les années 1930. Dans le premier cas, J. Laufer montre que les caisses corporatives de crédit pour mineurs sont étroitement contrôlées et soutenues par les autorités afin de limiter les contrastes et les conflits sociaux, ces relations de crédit obéissant aux principes d'une « économie morale » afin de garantir la subsistance des mineurs, avant de se désagréger lentement dans le dernier tiers du XIX^e siècle. A. Kulhawy souligne quant à lui que les réformes agraires menées dans le duché de Brunswick à partir de 1834 ont reposé sur un crédit d'État très actif qui a permis le maintien d'une paysannerie forte puisque les paysans ont pu racheter les droits seigneuriaux abolis tout en bénéficiant de prêts avantageux pour financer leurs investissements.
- 5 Les dimensions sociale, culturelle et religieuse des relations de crédit sont au centre de la contribution d'A. Binnenkade sur les réseaux de crédits entre juifs et chrétiens dans le canton d'Aargau au XIX^e siècle. Elle souligne à partir de l'étude de deux villages que ces relations sont l'occasion de contacts entre les deux communautés et que si les créditeurs juifs sont bien actifs dans le petit crédit rural, l'opposition classique entre des créditeurs juifs et des débiteurs chrétiens mérite d'être sérieusement nuancée, les tensions et rivalités mettant parfois aux prises des commerçants ou marchands juifs entre eux.
- 6 Se fondant sur les outils de l'économie de la décision, F. Thießen étudie enfin le crédit sur gage aux XIX^e et XX^e siècles pour comprendre les raisons de la persistance d'une forme de crédit qui apparaît à bien des égards comme antiéconomique pour les débiteurs, alors que de nombreuses études montrent que l'engagement dans une relation de crédit de ce type ne correspond pas à une situation d'urgence.
- 7 Convaincant par son économie générale, qui mêle articles généraux et études de cas précises, ce volume dessine une réponse nuancée à la question posée en soulignant à la fois l'encastrement social et culturel des pratiques du crédit tout au long de la période étudiée et la présence de pratiques et de comportements qui relèvent d'un calcul économique ayant sa rationalité spécifique, tout en rappelant que les relations de crédit stabilisent, mais perturbent également les hiérarchies sociales établies.
- 8 Guillaume Garner (IFHA)